



Marcel Alexander Niggli, président du Comité de direction du PNR 40+

## Commentaire du président du Comité de direction du PNR 40+

L'extrémisme de droite reste un phénomène d'actualité dont on a généralement tendance à sous-estimer l'ampleur. En voici deux exemples:

1. A fin août de cette année, le Conseil fédéral a publié son rapport sur l'extrémisme\*. La perception de l'extrémisme de droite qu'il fournit est plutôt rassurante; il en ressort en effet que la sécurité intérieure de la Suisse n'est actuellement gravement menacée par aucun groupement extrémiste. Un risque plus sérieux viendrait de l'extrême gauche (voir [rapport sur l'extrémisme](#), p. 25 ss. et 35 ss.). En considérant les incidents violents liés à l'extrême droite et l'estimation du nombre d'activistes des groupements d'extrême droite tels qu'ils sont présentés dans le rapport, il est pourtant permis de douter d'une telle conclusion.

2. Un arrêt du Tribunal fédéral du 27 mai 2004 (art. 261bis CP, arrêt 6S.318/2003) sur la notion de «public» dans la norme pénale antiraciste a beaucoup fait parler de lui. Il a notamment déclenché dans de larges cercles de la politique et des médias un débat en réalité totalement infondé pour savoir si à l'avenir, des propos à caractère raciste tenus autour d'une table de bistrot pourraient être passibles de poursuites. Le fait que l'arrêt se référait à des réunions de néonazis et à un exposé sur les SS était passé sous silence.

C'est donc avec impatience que

l'on attend les résultats de la procédure de consultation sur un premier paquet législatif dans le domaine du racisme et du hooliganisme, lesquels devraient être soumis au Conseil fédéral cet automne.

Marcel Alexander Niggli  
 Président du Comité de direction du PNR 40+

### \* Rapport sur l'extrémisme:

Le rapport sur l'extrémisme du Conseil fédéral donnait suite à un postulat du groupe démocrate-chrétien qui demandait il y a deux ans un rapport décrivant le phénomène de l'extrémisme de manière détaillée et faisant état de ses répercussions sur la sécurité de la Suisse. Il analyse l'évolution de la situation de l'extrémisme en Suisse depuis 1992.

Lien

[http://www.ejpd.admin.ch/doks/mm/files/041201\\_4693\\_f.pdf](http://www.ejpd.admin.ch/doks/mm/files/041201_4693_f.pdf)

## La recherche ne doit pas se cantonner dans une tour d'ivoire

Judith Stamm, présidente de la Société suisse d'utilité publique (SSUP), Lucerne

Un nouveau programme de recherche sur l'extrémisme de droite a démarré, ce dont je me réjouis. En effet, si l'extrémisme de droite n'a rien d'un phénomène inédit en Suisse, il est bon qu'il soit une nouvelle fois soumis à l'éclairage de méthodes scientifiques.

Deux points du PNR 40+ m'étonnent pourtant: selon le site Internet des Programmes nationaux de recherche, leur objectif consiste à fournir «des contributions scientifiquement fondées à la solution de problèmes urgents d'importance nationale». Le Conseil fédéral avait décidé de lancer le PNR 40+ en juin 2001 et la clôture des projets de recherche est prévue pour décembre 2007. C'est donc pendant six ans qu'il

faudra attendre des propositions de solutions à un «problème urgent». Les scientifiques semblent travailler encore plus lentement que la politique! Lorsque la situation l'exige, le Parlement peut faire approuver très vite un arrêté fédéral urgent par les deux Chambres et, ainsi, réunir les bases nécessaires à une solution.

Le deuxième point qui m'irrite est celui-ci: aucun des projets détaillés sur le site du PNR 40+ ne s'intéresse aux ramifications internationales de l'extrémisme de droite. Sommes-nous dans une tour d'ivoire, vivons-nous sur une île déserte ou ailleurs, loin des influences internationales, des événements qui agitent le monde? Dans les documents chargés d'expliquer l'extrémisme de droite, on ne trouve nulle trace des racines transfrontalières de cette «vision du monde». Une analyse purement superficielle du «symptôme» ne nous fera pas avancer. J'attends par contre avec beaucoup d'impatience les résultats des recherches consacrées aux aspects biographiques et relatifs à l'environnement social des activistes. Moi aussi, je me pose régulièrement des questions sur l'origine et le milieu. Pourquoi des femmes et des hommes, parfois extrêmement jeunes, se sentent-ils attirés précisément par l'extrême droite et la violence qu'elle véhicule bien souvent? Aujourd'hui, c'est tout simplement «in» de sympathiser avec ce courant, m'a déclaré récemment un garçon de dix-sept ans, le fils d'une connaissance. Nous pourrions donc nous contenter d'attendre bien gentiment que cette «mode» soit dépassée. Mais sans doute les choses ne sont-elles pas aussi simples.

Je me demande aussi quelles mesures les chercheurs proposeront afin de résoudre ce «problème urgent», tout en espérant qu'à ce moment-là, leurs propositions ne seront pas déjà dépassées ou jugées mal venues pour des raisons politico-financières.

Le projet de Kurt Imhof sur la médiatisation de l'extrémisme de droite mérite une attention particulière. Ce n'est pas le titre qu'il a donné à son projet, mais l'aspect que j'évoque est certainement englobé dans son intitulé «Extrémisme de droite en Suisse - un phénomène média?».

L'extrémisme de droite existe réellement dans notre pays, ce n'est pas un phénomène média. En revanche, il est certain que les médias peuvent s'as-



surer une grande part du «gâteau de l'attention» en le médiatisant. On peut simplement regretter que l'intérêt qu'ils soulèvent dans le public retombe bien vite et que la discussion ne se poursuive pas en continu.

Personnellement, j'espère que les rapports intermédiaires et les résultats du PNR 40+ contribueront à susciter un intérêt approfondi dans le public face

à l'extrémisme de droite. Les résultats de recherches sont certes toujours souhaitables et précieux, mais doivent aussi générer une discussion et être «évalués» dans la vie sociale et politique à travers leur mise en œuvre!

*Judith Stamm, conseillère nationale PDC/LU de 1983 à 1999, présidente du Conseil national en 1997*

## L'extrémisme de droite en Suisse - un phénomène média?

Mise en scène pour obtenir un impact médiatique maximal, l'apparition d'une centaine d'extrémistes de droite sur la plaine du Rütli le 1<sup>er</sup> août 2000 avait déclenché un raz-de-marée de commentaires sur l'extrémisme de droite dans les médias du pays. Faut-il y voir l'indice d'une instrumentalisation certes efficace, mais problématique sur le plan démocratique, de nouvelles logiques des médias qui, dans le combat pour attirer des lecteurs, misent sur le sensationnalisme? Ou l'intérêt accru des médias à l'égard de l'extrémisme de droite est-il le reflet d'un rôle qui leur incombe, à savoir la mise en lumière et la sensibilisation des lecteurs face à des dérives de la société? Le projet se propose notamment de répondre à ces deux questions centrales. Une première analyse d'articles publiés à ce propos dans les principaux organes de la presse écrite en Suisse entre 1998 et 2003 permet déjà de formuler quelques réponses provisoires: il en ressort clairement que la thématique de l'extrémisme de droite représente un phénomène discontinu dont les phases les plus aiguës sont déclenchées par quelques rares événements majeurs. En plus de la manifestation sur la plaine du Rütli en août 2000, la découverte, montée en scandale par l'hebdomadaire *SonntagsBlick*, d'une lettre adressée en 1999 par Christoph Blocher à Jürgen Graf, un auteur révisionniste notoire, compte parmi ces faits. Par ailleurs, nos analyses indiquent que le baromètre de l'intérêt porté à l'extrémisme de droite est fortement conditionné par les médias eux-mêmes, et ce d'une part à travers la propagation d'affaires comme la «lettre de Blocher» et d'autre part, par le biais de recherches dans le sens d'un journalisme d'investigation. Faute d'événements médiatiques, comme c'est le cas depuis le milieu de l'année 2001, l'attention des médias baisse de manière fulgurante et l'extrémisme de droite redevient un thème marginal abordé tout au plus dans les rubriques locales.

*Kurt Imhof / Patrik Ettinger / Linards Udris fög - Forschungsbereich Öffentlichkeit und Gesellschaft, Institut für Publizistikwissenschaft und Medienforschung der Universität Zürich und Soziologisches Institut der Universität Zürich*  
**Pour de plus amples informations:**  
[kurt.imhof@foeg.unizh.ch](mailto:kurt.imhof@foeg.unizh.ch)  
[patrik.ettinger@foeg.unizh.ch](mailto:patrik.ettinger@foeg.unizh.ch)

## Premiers résultats des projets du PNR 40+

Cette deuxième Newsletter du PNR 40+ offrait aux responsables de projets la possibilité de présenter de premiers jalons. Vous aurez ainsi un aperçu des résultats obtenus par différents projets au cours de cette première année de recherche.



*Module contexte social*

## Politique de naturalisation dans des communes suisses

Dans la dernière Newsletter du PNR 40+, nous avons déjà eu l'occasion de présenter de premiers résultats de notre enquête effectuée auprès de 207 communes. Ceux-ci ont montré que les écarts entre les taux de rejet des demandes de naturalisation étaient conditionnés dans une large mesure par la perception majoritaire de la citoyenneté, les structures décisionnelles formelles et les acteurs politiques influents. Ce printemps, nous avons commencé des études de cas détaillées dans 16 communes. Environ 200 interviews standardisées avec toutes les personnes qui, dans ces communes, jouent un rôle majeur dans les processus d'octroi de la naturalisation, constitueront un élément central de cette deuxième phase de la recherche. A la fin de cette année, l'essentiel des données aura été réuni et nous pourrons débiter l'analyse

systématique. Les premiers dépouillements semblent confirmer les résultats obtenus jusqu'à présent (voir Newsletter 01/04) et promettent de nouvelles perspectives d'un grand intérêt. La politique d'une commune en matière de naturalisation peut être considérée comme un processus de décisions politiques dans le cadre duquel les convictions personnelles et les ressources des acteurs impliqués jouent un rôle déterminant. Par ailleurs, il est intéressant de constater à quel point les opinions personnelles sont influencées par le climat politique local.

*Marc Helbling et Hanspeter Kriesi  
Institut für Politikwissenschaft,  
Universität de Zurich*

**Pour de plus amples informations:**  
[hanspeter.kriesi@pwi.unizh.ch](mailto:hanspeter.kriesi@pwi.unizh.ch)  
[helbling@pwi.unizh.ch](mailto:helbling@pwi.unizh.ch)



## Comment le travail social peut-il lutter efficacement contre l'extrémisme de droite?



Module évaluation de mesures

Dans la première partie du projet, nous avons étudié la situation dans des communes confrontées à des problèmes liés à l'extrémisme de droite afin d'en cerner la perception, d'interpréter les définitions du phénomène, les moyens mis en œuvre pour le combattre ainsi que leur impact. Par ailleurs, nous souhaitons savoir ce qui avait incité les communes à intervenir, comment la population réagit à l'extrémisme de droite et aux mesures prises, les ressources dont elles disposent elles-mêmes et si elles ont recouru à des experts externes.

Les communes participant à l'étude ont été choisies en fonction de la fréquence des incidents occasionnés dans un contexte d'extrême droite dont les médias ont fait état. Dix communes au total ont été retenues, deux en Suisse romande et huit en Suisse alémanique. Il s'agit principalement de petites villes et de communes rurales. Dans chaque commune, nous avons interrogé des responsables des services scolaires, sociaux et de la police ainsi que, dans la mesure où il en existait, de comités d'initiative. L'évaluation des interviews a montré que toutes les personnes interrogées dans les communes étaient conscientes des problèmes générés par des phénomènes d'extrême droite et qu'elles y avaient réagi. Compte tenu des conditions de départ complexes et parfois très différentes, on constate néanmoins certaines similitudes dans les processus de maîtrise. Dans toutes les communes interrogées, les secteurs concer-

nés - écoles, police, service social et, dans une mesure variable, d'autres services - ont collaboré étroitement en vue d'améliorer l'échange d'informations et de développer des stratégies communes. Celles-ci illustrent un large spectre d'approches, mais s'articulent toujours autour des pôles de l'intensification de la répression, de la prévention et de l'information, de mesures visant à éclairer l'engagement civil en faveur d'une cohabitation pacifique et tolérante ainsi que du fait d'adopter une position claire, solidement étayée politiquement et exprimant publiquement l'opposition à l'extrémisme de droite. Aux dires des personnes interrogées, ces démarches ont entraîné dans environ la moitié des communes participantes une accalmie des incidents liés à l'extrême droite ainsi qu'une dispersion des activistes, alors que l'autre moitié n'a constaté ni véritable recul du phénomène ni tassement dans le milieu. Toutefois, nos interlocuteurs ne veulent à juste titre pas exclure totalement la possibilité que ces répercussions pourraient également être rapportées à un déplacement géographique, à une visibilité volontairement moindre de la scène, voire à une régression du phénomène conditionnée par un effet de mode.

Ces résultats intermédiaires influenceront la suite des recherches dans le sens que ces formes d'automobilisation constatées dans les communes contre l'extrémisme de droite fourniront des possibilités de comparaison par rapport aux méthodes de communes qui recourent à des interventions

encadrées par des professionnels.

*Matthias Drilling, Miryam Eser Davolio  
Hochschule für Pädagogik und Soziale  
Arbeit beider Basel*

**Pour de plus amples informations:**  
[matthias.drilling@hpsabb.ch](mailto:matthias.drilling@hpsabb.ch)  
[miryam.eser@hpsabb.ch](mailto:miryam.eser@hpsabb.ch)

## Déterminer l'efficacité des mesures prises dans la lutte contre l'extrémisme de droite en Suisse

### Evaluation des mesures et de leur qualité

Une partie du projet était consacrée au recensement d'évaluations déjà menées en Suisse et à l'étranger sur des mesures en vue de lutter contre l'extrémisme de droite. Du fait qu'il existe peu d'études sur l'efficacité de telles mesures, nous avons étendu l'enquête à des thèmes voisins tels que le racisme, la violence et la discrimination. En plus des recherches effectuées dans des publications, des livres et sur Internet, des responsables de projet ont aussi été contactés directement. Au total, 589 demandes ont ainsi été adressées dans le cadre de ce volet de l'étude, dont un tiers en Allemagne et respectivement un sixième en Suisse et en Grande-Bretagne, le reste dans d'autres pays d'Europe. En ce qui concerne les Etats-Unis, ce sont principalement des articles sur l'évaluation de mesures publiés dans des journaux spécialisés qui ont été pris en considération. Des 589 demandes, 238 ont obtenu une réponse, principalement d'Allemagne et de Suisse.

Aucune des réponses de projets menés en Autriche (42 demandes, 18 réponses, 0 évaluation), France (58 / 12 / 0), Belgique (29 / 7 / 0) et Espagne (25 / 1 / 0) ne fait état d'évaluations. Notre enquête a eu un peu plus de succès en Grande-Bretagne (95 / 17 / 2). Les meilleurs résultats ont été obtenus en Allemagne (204 / 106 / 33) et en Suisse (101 / 68 / 13). Même si l'enquête n'a pas touché toutes les régions des pays considérés, on peut néanmoins relever



que la pratique des évaluations semble plus répandue en Allemagne et en Suisse que dans des pays comme l'Autriche, la Belgique, la France, les Pays-Bas ou l'Espagne. Cette constatation est surprenante par rapport aux conclusions qui ressortent de comparaisons nationales sur le recours aux évaluations, où ni l'Allemagne ni la Suisse n'occupent une position de tête.

En plus des 48 évaluations dont nous avons eu connaissance suite à nos demandes, nous avons trouvé trace de 53 autres évaluations dans des publications spécialisées.

Un quart des 101 évaluations identifiées est consacré à des mesures contre l'extrémisme de droite au sens strict du terme. Les autres portent sur des projets concernant des mesures contre le racisme, la discrimination ou la violence. La plupart des mesures évaluées ont été localisées dans le secteur de la formation, alors que les études dans les secteurs du travail auprès de jeunes, de la police ou de la justice sont plus rares. Les types d'intervention couvrent un large spectre et vont de la prévention à la répression.

Pour la méta-évaluation (évaluation d'une évaluation), nous avons sélectionné douze des 101 études au total, en recherchant la plus grande diversité possible sur les plans de l'objet et de l'approche de l'évaluation. Seule la moitié des études qui expliquait avec une transparence suffisante la méthodologie appliquée a pu être prise en considération. Les douze études sélectionnées ont été évaluées selon les standards de la Société suisse d'évaluation (SEVAL - voir [www.seval.ch](http://www.seval.ch)). Ces standards définissent les exigences à appliquer aux évaluations, en postulant que celles-ci doivent répondre à la fois à des critères d'utilité, de faisabilité, de déontologie et de précision. Ils formulent ainsi au total 27 points à prendre en compte.

Dans le cadre de la méta-évaluation, nous avons constaté une grande hétérogénéité qualitative entre les douze évaluations. Alors que certaines études répondaient à pratiquement tous les standards de la SEVAL, certaines n'en respectaient pas suffisamment divers aspects. Toutefois, malgré quelques faiblesses relevées principalement dans les domaines de la faisabilité et de la précision, la qualité de la plupart des évaluations peut être considérée comme bonne.

*Thomas Widmer, Chantal Falk, Cornelia Blaser, Institut des sciences politiques, Université de Zurich*

**Pour de plus amples informations :**  
[thow@pwi.unizh.ch](mailto:thow@pwi.unizh.ch)

## Les partis populistes de droite en question



*Photo de g. à dr.: Detlev Claussen, Marc Swyngedouw, Gianni D'Amato, Erhard Stöling, Roger Eatwell, Jack Veugelers, Damir Skenderovic, Cas Mudde, Raphael Gross, Martin Schain.*

Dans le cadre de leur projet du PNR 40+ «Partis populistes de droite radicale et politique migratoire en Suisse», Gianni D'Amato et Damir Skenderovic ont organisé fin septembre 2004 un séminaire qui a réuni des chercheurs d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord reconnus au plan international. Le but était de cerner les positions scientifiques actuelles sur des questions conceptuelles et théoriques d'importance pour cette recherche sur les partis populistes de droite. Le séminaire devait notamment contribuer à évaluer le cas particulier de la Suisse d'un point de vue comparatif en le situant dans le contexte des recherches internationales.

Les organisateurs résument ici quelques conclusions de la rencontre.

### **Idéologie et stratégie**

Il s'agissait d'abord de s'entendre sur certaines définitions et de déterminer les critères décisifs en vue d'identifier les partis populistes de droite. Selon Cas Mudde de (Université d'Anvers), il est possible de s'appuyer sur une définition minimale ou une type idéale, mais en sachant qu'une combinaison d'éléments susceptibles de s'inscrire dans le concept doit être trouvée. Ces formations politiques se distinguent en particulier par une idéologie axée sur

l'exclusion, qui s'accompagne d'une notion de «hiérarchie ethnique» comme l'appelle Marc Swyngedouw (Université de Louvain). Cet aspect s'exprime principalement à travers la politique migratoire propagée par les partis populistes de droite qui, selon Jack Veugelers (Université de Toronto), pratiquent un «scapegoating». Raphael Gross (Leo Baeck Institut, Londres) a pour sa part souligné l'importance de tenir compte de «l'anti-universalisme» comme autre élément caractéristique de cette idéologie, du fait qu'il représente une constante historique de la droite radicale.

Alors qu'une partie des participants mettait en évidence la cohérence et l'élaboration de l'idéologie des partis populistes de droite, d'autres, dont Roger Eatwell (Université de Bath) et Martin Schain (Université de New York), se demandaient si ces partis n'étaient pas uniquement guidés par la volonté de lancer des «sound bites» dans les débats politiques et d'attendre les réactions. Detlev Claussen (Université de Hanovre) remarquait qu'il fallait également tenir compte dans ce contexte d'une baisse générale de l'importance des idéologies ces vingt dernières années. Dans ce sens, il est particulièrement instructif de se pencher sur les stratégies populistes des partis, lesquels, du point de vue d'Erhard Stöl-



ting (Université de Potsdam), dissimulent souvent des visées purement antiparlementaires derrière des discours qui s'en prennent à l'establishment. Eatwell est d'avis qu'en ce qui concerne le contexte suisse, il est également intéressant de relever que dans de nombreuses démocraties occidentales, les partis populistes de droite s'engagent avec véhémence en faveur de l'introduction ou de l'élargissement de la démocratie directe.

## Les différents niveaux d'analyse

Dans une analyse des partis populistes de droite, il faut, selon Swyngedouw, distinguer deux niveaux d'analyse et de communication: d'une part, il s'agit de l'idéologie des membres du noyau dur du parti et de l'autre, de la propagande censée attirer les électeurs au parti. Il a ajouté qu'il importait aussi de savoir que l'impact d'une propagande dépend notamment d'éléments relevant du contexte national. En Belgique, a-t-il rappelé, plusieurs partis populistes de droite opèrent avec des idéologies nationalistes distinctes qu'ils intègrent également de manière variable à leurs propagandes électorales. Stölting a pour sa part recommandé d'étendre l'analyse à l'idéologie de milieux socioculturels. Si les divers partis populistes de droite formulent leur politique de manière similaire, il y a parfois certaines différences dans l'idéologie et le programme qui, à leur tour, exercent un effet d'identification différent sur les électeurs en fonction du milieu socioculturel. Il est vrai, pense Mudde, qu'il ne faut pas oublier que sur les plans de l'idéologie et de la stratégie, les partis populistes de droite ne constituent pas un organisme statique, mais se modifient avec le temps, abordent leurs thèmes de façon variable et sont susceptibles de changer de cible («*moving targets*»).

Schain propose de ce fait de distinguer en ce qui concerne l'analyse de l'idéologie entre les niveaux empirique et normatif. Alors qu'au niveau empirique, il s'agit d'étudier l'application concrète de l'idéologie, les questions relatives à la valeur normative portent sur les contenus des documents du parti. En outre, il a évoqué des problèmes d'organisation auxquels ces partis se trouvent confrontés. Selon Stölting, ceux-ci ne se limitent pas à assurer le maintien de l'organisation sur une certaine échelle de temps - ce qui peut être déterminant pour recruter de nouveaux partisans - ,mais portent également sur la résolution de diverses questions tac-

tiques. Eatwell pense que pour réussir, la tactique des partis populistes de droite exige le recours à une terminologie politiquement acceptée (par exemple une différenciation entre les «bons» et les «méchants» migrants). Selon lui, cet aspect aide également à faire tomber les limites entre un conservatisme, qui prêt à chercher le consensus et un populisme radical, tout en permettant aux partis populistes de droite de jeter un pont en direction du centre politique.

## Politique migratoire: interaction et succès

Les participants étaient unanimes à considérer que la politisation des «*immigration issues*» joue un rôle décisif dans la stratégie des partis populistes de droite. Sur ce plan, il ne s'agit pas seulement selon Schain d'influencer les points de vue au sein de la population, mais aussi de développer une structure de valeurs stable, ce qui distingue les partis au pôle droite à de l'échiquier politique des autres partis. Néanmoins, il est d'avis que la percée électorale constitue une condition essentielle pour politiser efficacement des thèmes relatifs à l'immigration. Veugelers adhère à cette argumentation en se référant à Martin Seymour Lipset: après les lignes de conflit ancestrales entre pouvoirs séculiers et religieux, prolétaires et bourgeois, la «pluralisation ethnique» constitue l'un des nouveaux climats de la société moderne. Les partis populistes de droite tentent maintenant, selon lui, de politiser cette ligne de conflit et d'introduire des revendications correspondantes dans les processus politiques.

Toutefois, l'émergence d'adversaires de la droite populiste ouvre également de nouvelles structures d'opportunités politiques à des partis politiques établis. Mudde a expliqué qu'aux Pays-Bas, les partis du centre droit ont profité des succès de Pim Fortuyn pour faire avancer les questions relatives à la migration dans leur propre agenda politique. Par ailleurs, comme l'a souligné Eatwell, il ne faut pas oublier que la «prépolitisation» est souvent le fait de partis établis du centre droit. Les partis populistes de droite sont ensuite particulièrement actifs au niveau de la politisation manifeste, même si leur succès et l'influence qu'ils exercent sur la politique migratoire sont difficilement mesurables. A cet égard, il conviendrait de livrer des réflexions de fond sur la manière de mesurer le succès et l'impact des partis. C'est ainsi qu'il s'agirait notamment de distinguer entre la politisation et la

«mise à l'agenda» d'une part, l'impact sur la législation et le «*policy making*» de l'autre.

Finalement, Schain pense qu'il faut procéder à une différenciation fondamentale entre l'Europe occidentale et les Etats-Unis en ce qui concerne les questions migratoires. En Europe occidentale, les partis politiques abordent selon lui la migration sous l'angle de l'identité, alors qu'aux Etats-Unis les opportunités électorales sont au premier plan. Grâce à leur statut de citoyens, les migrantes et les migrants représentent là-bas des ressources qu'il s'agit de valoriser dans la course aux électeurs. Si tel pourrait théoriquement également être le cas en Europe occidentale, il pense que cela ne se pratique pas notamment en raison de l'influence des partis populistes de droite dans les débats publics et les processus politiques.

*Gianni D'Amato, Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population, Université de Neuchâtel*

*Damir Skenderovic, Séminaire d'histoire contemporaine, Université de Fribourg*

**Pour de plus amples informations:**  
[gianni.damato@unine.ch](mailto:gianni.damato@unine.ch)  
[damir.skenderovic@unifr.ch](mailto:damir.skenderovic@unifr.ch)

## Impressum

e-Newsletter du Programme national de recherche 40+, «Extrémisme de droite – causes et contre-mesures», N° 2, décembre 2004

Éditée par:  
Comité de direction du PNR 40+  
Fonds national suisse de la recherche scientifique  
Wildhainweg 20, 3001 Berne  
[www.pnr40plus.ch](http://www.pnr40plus.ch)

Conception graphique:  
Unikat AG, Küsnacht

Rédaction:  
cR Kommunikation Bern AG  
Vérène Gaillard Christen  
Speichergasse 39  
3001 Berne  
[verene.gaillard@crkom.ch](mailto:verene.gaillard@crkom.ch)